



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*

*pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire*

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 22 mai 2017

# Un gouvernement du patronat

L'état-major de l'offensive patronale vient donc d'être nommé par le Premier ministre Édouard Philippe. Macron jouait les « antisystème », le voilà qui aligne une brochette d'énarques, de vieux routiers de la politique prêts à retourner leur veste et de dirigeants d'entreprises. À commencer par Édouard Philippe lui-même, qui cumule les trois.

La ministre des Transports, Élisabeth Borne, était depuis deux ans PDG de la RATP, où elle préparait l'ouverture à la concurrence par des réductions d'effectifs et le gel des salaires. Son bilan 2016 : 432 emplois supprimés, malgré 141 millions d'euros de bénéfices.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est le directeur de l'Essec, une école de commerce où les futurs cadres dirigeants apprennent à licencier et pressurer les salariés. Ancien directeur de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, il s'y connaît en coupes budgétaires et suppressions de postes.

## Business France au ministère du travail !

Quant au ministère du Travail, d'où seront lancées les principales attaques, il est confié directement au Medef. La ministre, Muriel Pénicaud, ancienne DRH de chez Danone où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris et de la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du conseil de surveillance de la SNCF. Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était, lui, directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016.

Plutôt qu'une « société civile », c'est donc bien une marche militaire anti-ouvrière qui se met en place, avec des généraux aguerris issus directement des rangs du patronat. Le premier front, ce sera le Code du travail, avec pour objectif d'aller plus loin encore que la loi El Khomri – contre laquelle nous nous sommes battus nombreux au printemps dernier – afin de laisser le champ libre au patronat pour supprimer

des emplois, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail. Dans l'arsenal également, une hausse de la CSG, qui pèserait sur les salaires et les retraites, déjà bien insuffisants.

## Rassemblons nos colères, pour que les ennuis du gouvernement commencent...

Pendant que le gouvernement aiguise ses armes, le patronat est déjà sur le champ de bataille. Ford annonce la suppression de 20 000 emplois dans le monde pour « rassurer les actionnaires », ce qui renforce la menace sur les 1 000 de Blanquefort, dont fait partie Philippe Poutou. Il y a aussi Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool et bien d'autres.

Les 300 salariés de GM&S, un sous-traitant de PSA et Renault dans la Creuse, se battent depuis plusieurs mois contre la fermeture annoncée et menacent de faire sauter leur usine. Voyant venir les élections législatives, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récupéré la promesse des deux donateurs d'ordres d'augmenter leurs commandes et de prolonger ainsi la survie de l'usine. Mais pour combien de temps ? Les ouvriers ont tout intérêt à rester mobilisés tant qu'ils n'ont pas de réelles garanties sur le maintien de tous les emplois. Le rassemblement auquel ils ont appelé mardi 16 mai et auquel ont participé près de 2 000 travailleurs et soutiens est une idée à reprendre. Son succès n'est sans doute pas pour rien dans l'empressement du nouveau gouvernement à afficher une promesse de solution, toute provisoire soit-elle.

Car c'est ce que le patronat et le gouvernement craignent avant toute chose : voir les travailleurs de différentes entreprises regrouper leurs forces.

C'est donc cet objectif qu'il faut nous donner.

**Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires. Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour ceux de Lutte Ouvrière dans les autres.**

**En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.**

## **Le virus du patron...**

Après la cyberattaque de la semaine dernière, la direction a voulu paraître rassurante dans la presse en disant qu'il n'y aurait « pas d'impact sur les clients ».

On est très heureux de l'apprendre... mais comment Ghosn, Bolloré et toute leur bande comptent-ils s'y prendre pour rattraper le temps perdu ?

Plutôt que de bosser toute la nuit pour compenser, on les attend avec nous sur les bancs le soir ou pour reformater les PC... Faire travailler des patrons, ce serait un sacré « impact » !

## **... ou le virus de la grève**

La cyberattaque aura au moins eu le mérite de montrer que ce n'est pas très compliqué de bloquer l'activité...

Il suffit juste d'arrêter le boulot dans quelques secteurs stratégiques !

Pour forcer la direction à augmenter les salaires et à embaucher, à nous de faire tourner le virus de la grève !

## **Le prix du meilleur scénario cousu de fil blanc**

Les salariés Renault de l'atelier L41 ont été réunis mercredi dernier. Il leur a été annoncé qu'ils devraient vider les lieux le lundi suivant puisque la mise en sous-traitance de l'atelier devient complète à cette date-là. Le dénouement d'un scénario écrit de longue date et appliqué peu à peu.

Pour ceux qui étaient en intervention sur un véhicule, la direction ordonne de tout laisser en plan : ce sera aux sous-traitants de finir l'opération... Une directive qui en dit long sur la vision de nos grands chefs pour qui nous ne sommes que des pions et notre boulot une ligne sur un fichier Excel. Ce sont les mêmes qui nous demandent de nous mettre en quatre pour les projets au nom de la satisfaction du client.

Au festival des baratineurs, ils gagneraient la Palme d'Or haut la main...

## **Nuit Debout, version patronale**

La direction expérimente à la DEA-TV un dispositif de déclenchement de 2x8 élargi et de travail de nuit pour pallier les retards des projets. Il faudrait donc qu'on sacrifie nos nuits pour rattraper les conséquences de sa politique de réduction des coûts et des effectifs.

« *Mais rassurez-vous* » nous disent nos patrons : « *c'est sur la base du volontariat* ». Un volontariat tout relatif quand les seules augmentations de salaires octroyées sont basées sur l'implication individuelle dans le boulot et la capacité à aller « *au-delà des attentes* ».

Ce ne sont pas les projets en retard et les crises qui vont manquer dans les mois à venir. Pour ne pas leur donner nos nuits ou nos week-ends, il va falloir taper du poing sur la table très vite et massivement.

## **Tout se monnaie chez VW, même la vérité !**

Les chefs de Volkswagen commençaient à en avoir assez de devoir rendre des comptes pour l'affaire du *Dieseldgate* de septembre 2015... Alors ils ont trouvé la solution : acheter le silence ! L'entreprise a refusé de communiquer aux actionnaires l'énorme rapport d'enquête qui relate les dessous du scandale et ne sera pas rendu public. Ils n'auront pas le plaisir de découvrir la responsabilité des hauts cadres ou les techniques de trucage des émissions polluantes...

Mais la direction de VW est sympa. Elle va faire un petit geste pour eux : en échange de ce petit secret, elle a promis d'offrir un dividende exceptionnel de 2€ par action, pour un total de 590 millions d'euros !

Quelles que soient leurs magouilles, qu'ils soient au courant ou pas : dans ce système, les capitalistes gagnent à tous les coups... jusqu'à ce qu'on se décide enfin à mettre le nez dans leurs affaires !

## **La Françafrique encore en marche**

À peine élu président, Emmanuel Macron est allé rendre visite aux militaires français engagés dans l'opération « Barkhane », au nord du Mali, pour se poser en chef de guerre et promettre un renforcement de la présence militaire française. Les présidents se succèdent, les guerres menées en Afrique et ailleurs continuent.

Lancée prétendument au nom de « la guerre contre le terrorisme » cette opération de l'armée française au Mali vise surtout à consolider la tutelle des multinationales françaises sur la région : celle du groupe Bolloré au Mali et dans les autres ex-colonies françaises d'Afrique, ou celle d'Areva, qui exploite l'uranium des mines du Niger voisin.

Macron a eu l'occasion d'apprendre auprès de Hollande à faire la guerre pour défendre les intérêts français. Et son bras droit Edouard Philippe qui a dirigé Areva sait ce qu'il faut faire pour garantir les profits des multinationales bien de chez nous. De droite, de gauche ou entre les deux, l'impérialisme français reste toujours le même.

## **Les bonnes affaires de la lutte antiterroriste**

« *Nous ne sommes pas ici pour donner des leçons, nous ne sommes pas ici pour dire aux autres comment vivre* », a affirmé Trump lors de sa visite en Arabie saoudite. Pour parler des droits de l'homme bafoués, de l'ignoble oppression des femmes ou de la sale guerre au Yémen, ce n'était en effet pas le bon jour...

La visite concluait plusieurs affaires pour un total de 380 milliards de dollars, dont 110 milliards de dollars de vente d'armes. Le business avant tout !

Mais c'est pour la bonne cause : la lutte contre les terroristes, et la puissance qui, selon Trump, les « *finance, arme et entraîne* », l'Iran. C'est bien connu, le régime saoudien n'a jamais financé, armé et entraîné Daesh ou Al-Qaïda...